

HAITI Flash Info de la Sécurité Alimentaire

N° 31 / Période couverte : Janvier 2008

Publication : Février 2008

Erratum : Dans le flash CNSA/FEWS NET #30 de janvier 2008, la période mentionnée dans les titres des figures était 'de janvier à mars 2008'; il faudrait lire à la place 'à fin mars 2008'.

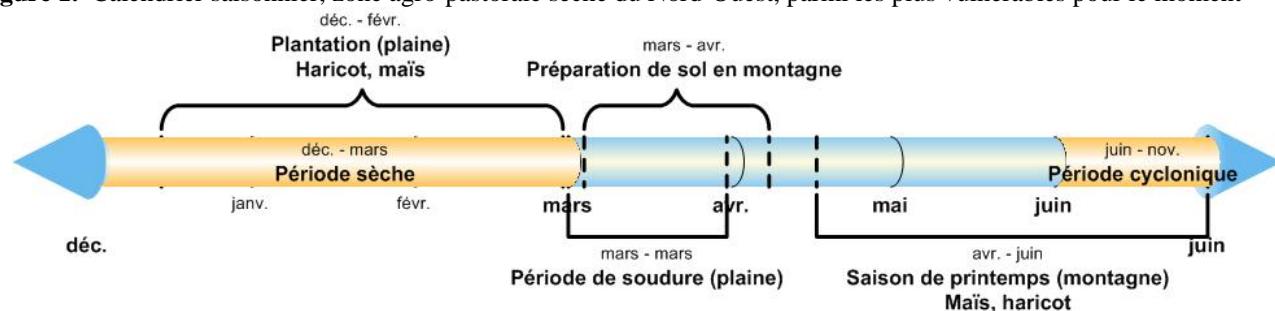
Résumé et implications

En raison surtout de l'augmentation des prix des aliments de base, l'état de sécurité alimentaire en Haïti se dégrade depuis le dernier trimestre de l'année 2007. Dans tous les grands marchés de consommation à travers le pays, le prix des riz local et importé - un aliment de base - a augmenté d'au moins 15% au cours des quatre derniers mois à cause surtout de la hausse des prix des céréales sur le marché international et, d'autre part, de la production moins importante que prévue dans certains endroits du pays. La hausse des prix des aliments affecte surtout les ménages pauvres, car ils ont moins de pouvoir d'achat. L'insécurité alimentaire actuelle peut encore être qualifiée de modérée, selon la terminologie internationale la plus acceptée, car les stratégies de survie déployées par les ménages ruraux pauvres (vente de main-d'œuvre localement, fabrication de charbon) sont encore relativement normales.

La sécurité alimentaire est particulièrement précaire dans la zone agro-pastorale sèche des communes du 'Far West' (département du Nord-Ouest) et de certaines communes du haut Artibonite et du Nord-Est. Dans le Nord-Ouest, cela est surtout dû à la disparition de nombreux petits emplois et de filets de sécurité pour les groupes vulnérables (exemples: aide alimentaire aux enfants malnutris, aux femmes enceintes et aux personnes affectées par le VIH/SIDA) suite à l'arrêt du programme de sécurité alimentaire de la CARE dont le financement arrivait à terme en fin 2007. Si rien n'est fait, l'insécurité alimentaire dans ces zones de mode de vie peut se dégrader plus rapidement que dans le passé si les pluies attendues en février-mars continuent à tarder (voir Figure 1). Des situations locales comme celles observées dans la zone agro-pastorale sèche risquent de se produire dans d'autres zones de mode de vie (la zone sèche d'agriculture et pêche par exemple), si les pluies se font attendre plus longtemps et si la hausse des prix alimentaires se maintient.

Le Gouvernement et ses partenaires extérieurs devraient aider à alléger l'impact de l'inflation, en se focalisant d'abord sur les groupes les plus vulnérables. Pour la zone agro-pastorale sèche du Nord-Ouest, ils devraient, dans le court terme, faire étendre le programme de cantines scolaires à toutes les écoles primaires, promouvoir la création de petits emplois locaux (comme pour les entretiens de réseaux d'irrigation ou de routes de desserte) et remettre en place des programmes de filets de sécurité aux groupes les plus vulnérables. A moyen et long terme, ils devraient accélérer la mise en place de programmes de réduction de la pauvreté (activités de « cash for work », recapitalisation des exploitations appauvries par les dernières catastrophes naturelles, transfert de ressources aux ménages les plus vulnérables) et de croissance.

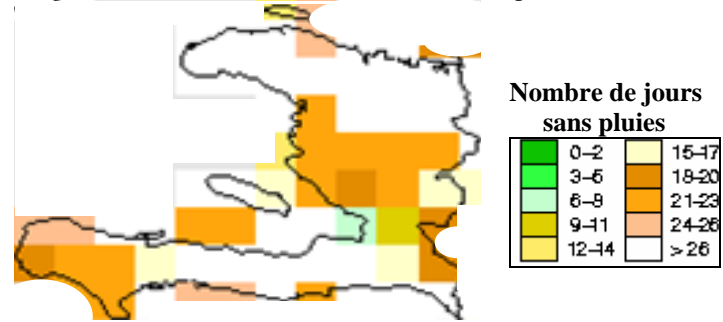
Figure 1. Calendrier saisonnier, zone agro-pastorale sèche du Nord-Ouest, parmi les plus vulnérables pour le moment



Risque et désastre

Selon les climatologues de l'International Research Institute for Climate and Society (IRI), la saison hivernale (décembre à avril) a 25% de chances d'avoir des pluies supérieures à la normale historique, 45% de chances d'avoir des pluies normales et 35% de chances d'avoir des pluies plus faibles que la normale. Vu qu'il n'a pas plu depuis longtemps déjà (voir Figure 2), il faut plutôt se préparer à des risques de déficits hydriques défavorables aux cultures. Ces déficits pourraient conduire à une crise alimentaire plus sévère dans les zones les plus vulnérables à ce choc, comme la zone agropastorale sèche (Far west, Haut Artibonite, Nord-Est) et la zone sèche d'agriculture et de pêche (côte sud, Aquin, Thomazeau, arrondissement de Belle-Anse).

Figure 2. Maximum de jours secs consécutifs pour les 30 derniers jours



Source : NOAA/USGS/FEWS NET

Dans le domaine des risques, il faut mentionner le choc économique de l'inflation, qui fait beaucoup de mal, surtout à la frange la plus vulnérable de la population et qui risque de s'aggraver (voir la section accessibilité des aliments). La cherté de la vie pourrait conduire à des mouvements sociaux et des crises politiques, rendant plus improbables les investissements étrangers en Haïti, si des mesures comme des programmes intensifs de création d'emplois ne sont pas prises.

Disponibilité alimentaire

La production de la saison d'automne (août à décembre), qui s'est clôturée en décembre 2007, n'a finalement pas été très bonne. Elle semble, cependant, avoir été assez bien compensée par les récoltes issues des deux saisons précédentes. Du fait qu'on dispose de très peu d'estimations objectives de production agricole en Haïti, ces affirmations sont basées sur des observations directes, la tendance des pluies, et les opinions d'informateurs-clés.

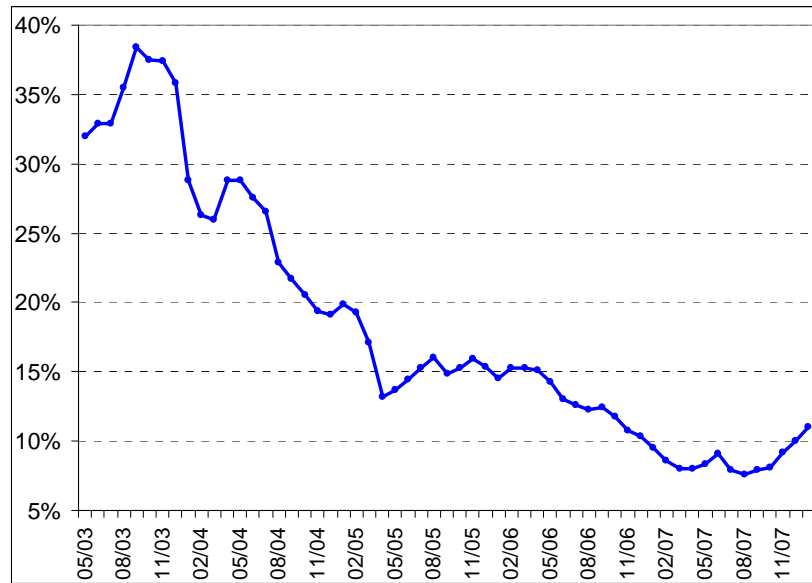
En dépit de la sécheresse, il y a du haricot dans les zones de montagnes humides (troisième campagne de l'année) et dans de petits périmètres irrigués en zone basse de plaines (la seule campagne). Dépendamment de la zone et de la date de semis, les plantations de haricot se trouvent à différentes phases (végétative, mise à gosses, récolte). Selon les responsables de liaison de la CNSA, très peu de régions vont avoir de bonnes récoltes de haricot. Les raisons évoquées sont la réduction de la superficie cultivée cette année suite à la destruction de certains canaux d'irrigation par les dernières inondations, et, après la mi-novembre, la faible pluviométrie dans les principales zones de culture. Ces cas ont été enregistrés particulièrement dans le Nord-Est, où la campagne de haricot est pratiquement perdue, à Thomazeau et à Petit-Goâve dans l'Ouest et à la Vallée de Jacmel et Baint dans le Sud-Est. Dans ces zones comme ailleurs dans le pays, la production de haricot est très importante à la fois comme source de protéines végétales et comme source de revenus monétaires. Une mauvaise récolte de haricot affecte donc la qualité de l'alimentation des ménages et leur pouvoir d'achat.

Accessibilité des aliments sur le marché

Alors que l'inflation avait continué à baisser au cours des trois dernières années, sa tendance semble être en train de se renverser (Figure 3). La forte hausse de prix des produits alimentaires de base, à la fois locaux et importés, est en partie responsable de cette situation (Figure 5 pour le marché de Port de Paix, dans le Département du Nord-Ouest, un des départements faisant face à l'insécurité alimentaire). Telle que mentionnée dans les perspectives de la sécurité alimentaire pour le premier trimestre 2008, cette situation est surtout liée à la hausse des cours des céréales sur le marché international. Comme cette hausse de prix devrait se poursuivre, on peut anticiper pour les mois à venir une même tendance d'augmentation de prix des aliments de base. Même si le taux d'inflation avait constamment baissé depuis quatre ans, il n'a cependant été en-dessous du seuil de 10% qu'en 2007. Les emplois n'ayant pas sensiblement augmenté (le taux de chômage, qui était estimé par l'USAID en 2003 à 50%, a probablement augmenté) ou les salaires n'ayant pas été indexés à l'inflation, on peut comprendre l'inquiétude de la population et l'agitation des différentes classes sociales par rapport au phénomène de la vie chère.

Les prix des produits carnés ne sont pas pris en compte au niveau des analyses de sécurité alimentaire, du fait que ces produits entrent peu dans l'alimentation de base des couches les plus vulnérables. Il y a lieu, cependant, de faire remarquer qu'en raison du virus de la grippe aviaire récemment découvert en République Dominicaine, et de l'interdiction d'importations de produits avicoles (viande de poulet, œufs) imposée par les autorités haïtiennes, ces produits qui constituent la source de protéines animales la moins chère ont vu leurs prix augmenter sur le marché. Les protéines animales devenant plus chères, leur consommation, et donc la qualité de l'alimentation, diminue sans doute pour les couches pauvres et moyennes de la population.

Figure 3. Évolution de l'inflation en Haïti depuis août 2002



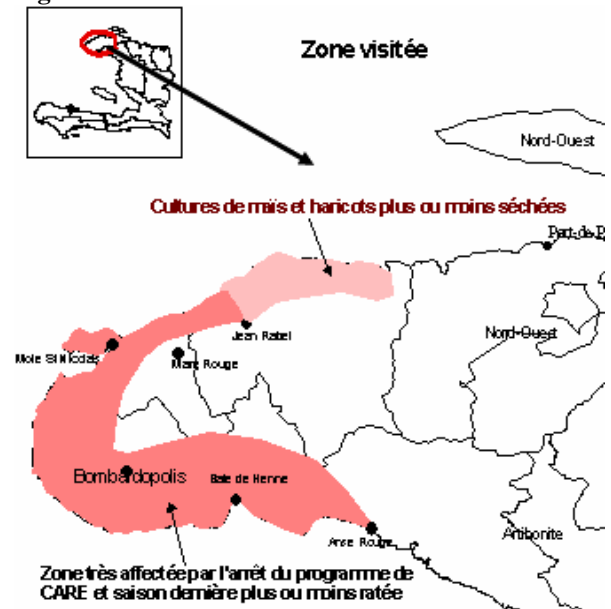
Source : BRH/IHSI

Au cours du mois de janvier, le niveau d'emplois (voire des revenus), comparé au dernier trimestre, semble stable. On anticipe une augmentation dans la création d'emploi au cours des prochains mois, selon la volonté du Gouvernement de créer plus d'emplois directs. Ce genre de mesures contribue à améliorer l'accès aux aliments et d'atténuer la souffrance liée à la vie chère.

Etat d'insécurité alimentaire dans le bas Nord-Ouest

Une mission conjointe CNSA/FEWS NET s'est rendue dans le Département du Nord-Ouest du 7 au 9 février pour faire le suivi d'une situation de crise alimentaire dans la partie ouest de ce département. La situation actuelle résulte en fait de trois chocs quasi simultanés: 1) les récents excédents de pluies de la saison dernière, 2) l'augmentation des prix des aliments de base dans le pays et dans la région ; et 3) la fin du programme de CARE dans la région. Si les pluies ne tombent durant la période février-début mars, et que d'autres interventions n'aient pas lieu, la situation actuelle, encore relativement modérée, risque de se détériorer rapidement. Si on n'observe pas non plus une intensification de stratégies de survie traditionnelle (augmentation de vente de charbon et de migrations internes et externes), une telle situation causera certainement des ajustements difficiles au sein des ménages, telle la réduction de la consommation des produits de meilleure qualité nutritionnelle. Elle requerra aussi une plus grande contribution des membres plus chanceux de ces ménages, i.e. ceux qui travaillent dans le pays ou à l'extérieur. Les communes de Baie de Henne, Bombardopolis et Mole St Nicolas sont particulièrement touchées (voir Figure 4). La population totale vivant dans la zone mentionnée faisant face à l'insécurité alimentaire est estimée à environ 70.000 personnes; si l'on tient compte du fait que 70% de la population vivant dans l'extrême pauvreté, selon les moyennes nationales, environ 50,000 personnes sont les plus concernées dans ce département.

Figure 4. Zone visitée dans le Nord-Ouest



Source : FEWS NET

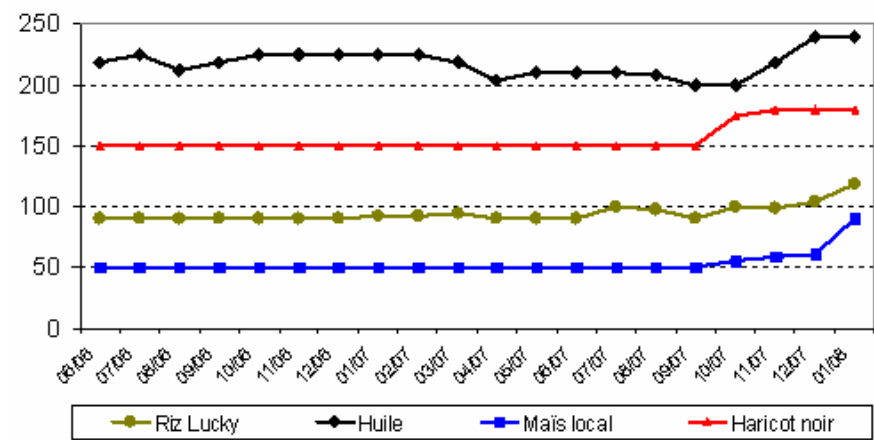
Des pluies dévastatrices suivies de grande sécheresse

De l’avis des informateurs rencontrés, les fortes pluies de la saison dernière ont provoqué la chute des fleurs et la pourriture des gousses des haricots, ce qui fait que la production de cette principale culture de la saison a été faible. La tempête tropicale Noël aurait provoqué, dans certaines localités, des pertes d’animaux, bien que l’impact global au niveau des communes concernées ne semble pas avoir été très significatif. Le retard possible des pluies commence à inquiéter la population, car les stocks d’aliments issus de la dernière récolte doivent commencer à s’épuiser, surtout dans la partie sud et sud-ouest de la commune de Bombardopolis. Dans des zones basses des communes de Mole St Nicolas et Jean Rabel, les agriculteurs avaient continué à planter le maïs, les haricots et les pistaches d’octobre à début novembre, car ils ne pouvaient savoir que les pluies allaient arrêter précocement début novembre.

Forte augmentation des prix des aliments de base

Comme l’avait montré l’étude des modes d’existence en milieu rural de la mi-2005, les familles pauvres de la zone dépendent du marché pour se nourrir; environ 70% de leurs aliments proviennent du marché. Les familles pauvres sont donc les plus affectées par ce choc économique. Les habitants de Bombardopolis, par exemple, ont tendance à attribuer la crise alimentaire à la hausse du prix du riz. Sur le marché de Port-de-Paix, dans le Nord-Ouest, les prix des produits alimentaires les plus utilisés quotidiennement par la quasi-totalité de la population, analysés dans le cadre de la sécurité alimentaire, ont connu une très grande hausse depuis octobre (voir Figure 5). Le prix du maïs local, par exemple, a augmenté de 32% de décembre à janvier. Ceux du haricot noir et du riz importé ont augmenté respectivement de 20% et de 15% d’octobre à janvier.

Figure 5. Évolution des prix des produits alimentaires sur le marché de Port-de-Paix.



Source : CNSA/FEWSNET, janvier 2008

Nota : Les prix utilisés dans cette figure sont ceux collectés par l’ancien projet HAP (géré par CNSA/FEWSNET) sur le marché de Port-de-Paix et sont exprimés en gourdes par marmite de 6 lb pour les céréales et les grains, et en gourdes par gallon pour l’huile.

Quant à l’huile de cuisson (Alberto), son prix a aussi significativement augmenté en passant de 219 à 240 gourdes de novembre à janvier, soit une augmentation de 10% environ. Les ménages ont sans doute dû réduire la quantité d’aliments qu’ils ont l’habitude de consommer et ont dû avoir recours aux aliments les moins chers quoique de moins bonne qualité en termes de valeur nutritive en vue de subvenir à leurs besoins alimentaires en cette période difficile.

Programmes de sécurité alimentaire insuffisants dans la zone

On ne saurait passer sous silence le rôle de l’ONG CARE, qui pendant plus de quarante ans, exécutait un important programme de sécurité alimentaire allant du ‘food-for-work’ au programme de récupération nutritionnel aux enfants mal nourris, aux femmes enceintes, et aux personnes vivant avec le VIH. Les produits alimentaires distribués se retrouvaient le plus souvent sur le marché local, ce qui les rendait plus accessibles. Les responsables médicaux de Bombardopolis notaient la fréquentation des services médicaux par les personnes les plus vulnérables a beaucoup diminué, du fait que celles-ci ne sont plus motivées à se présenter, car ils ne trouvent plus l’assistance alimentaire dont ils bénéficiaient auparavant. Cela a entraîné une absence des statistiques de malnutrition infantile, statistiques utiles pour déceler ou confirmer la dégradation de la sécurité alimentaire et susciter des programmes rapides d’intervention. D’autres organismes opérant dans la région tels que l’Agro-Action Allemande, exécutant un programme alimentaire pour le PAM, l’Initiative Développement, et le Programme National des Cantines Scolaires (PNCS), etc. tentent de répondre à certains besoins des groupes vulnérables.

Stratégies de survie en train d’être utilisées par les ménages pauvres

Dans l’étude de base sur les profils de modes de vie en milieu rural, il avait été établi que le ménage ‘pauvre’ tirait plus de 2/3 de ses revenus de la main d’œuvre (locale ou à la migration, surtout en République Dominicaine). Venait ensuite la vente de charbon et de petit bétail quand ils en disposaient. Pour le moment, les ménages pauvres vont encore travailler chez leurs voisins plus riches. Les familles pauvres reçoivent aussi de l’aide des familles plus aisées, elles-mêmes pouvant bénéficier

des transferts de l'étranger ou des membres des familles travaillant dans les villes. Il n'y a pas encore d'évidence de plus forte migration des membres des familles pauvres, notamment vers Gonaïves et la République Dominicaine à la recherche d'emplois. Il n'est pas non plus constaté de vente de charbon de bois plus élevée que d'habitude¹ ou de ventes massives de petit bétail. Cela amène à qualifier l'insécurité alimentaire actuelle d'encore modérée, mais les choses pourraient se dégrader plus vite que dans le passé, surtout pour les pauvres sans filets de sécurité.

Un constat intéressant a été fait lors de la visite de Bombardopolis: il existe beaucoup plus de téléphones mobiles dans la ville; cela permet aux gens de lancer, au besoin, des messages d'alarme et de faire venir plus vite l'aide de la part des membres éloignés de la famille ou de diverses organisations. Les familles vivant loin de la ville, donc ne pouvant pas recharger facilement leurs appareils, ainsi que les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables, ne possèdent naturellement pas de téléphones et leur état de vulnérabilité reste quelque peu inchangé.

Conclusion et recommandations

Une situation difficile de la sécurité alimentaire est prévue pour le premier trimestre en Haïti, surtout si les pluies de la saison tardent à venir ou si elles sont mal distribuées. La production de la saison d'automne, qui apparaît dans certaines zones moins importante que les prévisions, couplée à la hausse du coût des céréales sur le marché international, tend à provoquer une forte augmentation de prix des principaux aliments de base. Ces hausses affectent directement la capacité des ménages de se procurer des produits alimentaires en quantité et en qualité voulues (céréales, haricots ou œufs plus riches en protéines, au profit de racines et tubercules) et a des impacts directs sur la diversité de la diète alimentaire.

Dans le court terme, le Gouvernement et ses partenaires sont invités à pourvoir l'assistance suivante : 1) au Ministère de l'Agriculture, à la FAO et à d'autres institutions de fournir des semences de variétés hâtives de haricot, maïs et sorgho, dans les zones de plaines côtières non irriguées et agro-pastorales sèches, si cela est encore possible avant la fin du mois de mars ; 2) au Ministère de la santé publique, à l'UNICEF et d'autres programmes et agences intervenant dans le domaine de la nutrition et de la santé de reprendre les interventions de type filets de sécurité en faveur en particulier des enfants mal nourris, des femmes enceintes et des personnes affectées par le VIH/SIDA ; et 3) au programme Nationale des Cantines Scolaires (PNCS) et au PAM d'étendre les cantines scolaires à toutes les écoles du 'Far West'.

Dans le moyen et long terme, mais avec début d'exécution dans le court terme, les mêmes acteurs sont invités à aider dans les domaines suivants : 1) la reprise d'un programme « Cash-for-Work », en particulier dans le curage de canaux d'irrigation, l'aménagement de gorges (conservation de sol), la réparation des routes vicinales pour augmenter les revenus monétaire dans la zone; 2) un début de mise en place d'un programme de transfert d'argent aux ménages les plus vulnérables; 3) un programme de distribution de poulets pour améliorer la race locale et recapitaliser les exploitations; et 4) de manière générale, toutes les actions visant de façon structurelle la réduction de la pauvreté doivent être menées aussitôt que possible, car ils contribuent aussi à réduire l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité. Il y a urgence pour ces actions dans tout le pays, à commencer par les zones où l'insécurité alimentaire est la plus forte.

Ce rapport est produit avec la collaboration de :



Contact: Reynold Saintval: rsaintval@cnsahaiti.org ou Edwin Mompremier: enompremier@fews.net. Sites web : www.cnsahaiti.org; www.fews.net/haiti

¹ Les fortes pluies de l'année dernière ont favorisé un grand recrus de la végétation autochtone et un bon développement de jeunes arbres plantés ; il y a de fortes risques que tout cet acquis soit perdu si les gens sont obligés de couper beaucoup plus de bois si des interventions externes au milieu ne sont pas prises pour atténuer la crise alimentaire qui se développe.